

## LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



jeudi 5 décembre 2013

# "Syndicalisme rassemblé" OU syndicalisme de lutte

Front Syndical de Classe

**Thierry Lepaon vient de s'exprimer de manière quelque peu inhabituelle, en direction des membres et organisations composant le parlement de la CGT (le Comité Confédéral National).**

Cela pour mettre en relief la participation commune (CFDT, CGT, CFTC, FSU, Solidaires et UNSA) à la manifestation contre le racisme du 30 novembre. Et l'appel à engager un travail collectif sur l'emploi, le pouvoir d'achat et la fiscalité afin de dégager dans les jours qui suivent des axes revendicatifs forts (appel issu de l'intersyndicale du 25 novembre réunie à l'initiative de Laurent Berger et de Thierry Lepaon).

Considérant que ces initiatives sont "*représentative[s] de la stratégie de rassemblement du syndicalisme que nous avons adopté*" et que cette "*reconnexion syndicale*" "est un événement important dans notre paysage syndical". Il ajoute que "*l'ensemble des organisations signataires s'engage à porter, avec les salariés, des propositions communes sur les questions d'emploi, de salaires et de fiscalité*" et à porter le plan d'investissement européen défendu par la Confédération Européenne des Syndicats.

Il conclut que cette initiative fait voler en éclat la tentative patronale de s'appuyer sur la CFDT en faisant croire qu'il y aurait d'un côté un syndicalisme réformiste et de l'autre un syndicalisme contestataire.

## Une série de questions surgissent de cette initiative et de son contenu

Et d'abord quelles peuvent-être les propositions communes avec les dirigeants de la CFDT sur l'emploi et les salaires quand on connaît leur empressement à approuver et à promouvoir les accords avec le MEDEF et le pouvoir socialiste qui ont aggravé la précarisation des salariés (ANI) ou leur approbation de la récente contre-réforme des retraites ?

Quelles propositions communes avec eux sur la fiscalité quand on sait qu'ils veulent par exemple faire évoluer le financement de la protection sociale en phase avec le patronat et les socialistes qui entendent alléger le "*coût du travail*" en affaiblissant encore le mécanisme de financement par les cotisations sociales au profit d'une fiscalisation (TVA et CSG) ?

Que peut signifier le soutien au plan de la CES qui est un instrument officiel (et grassement payé pour cela) de l'Union européenne ?

En réalité, le danger est réel, au nom de l'unité recherchée au sommet, d'embarquer la CGT dans son ensemble dans des alliances qui la conduise à en rabattre sur les revendications et à s'aligner sur les renoncements des organisations réformistes.

Cet appel et cette initiative ne répondent pas à la gravité de la situation pour les travailleurs !

Il s'agit d'une resucée de l'orientation du "*syndicalisme rassemblé*" autrement dit de la collaboration de classe sous l'impulsion de la Confédération Européenne des Syndicats et de l'Union européenne, pourtant fortement rejeté au dernier congrès de la CGT [1] ! Et la Conf<sup>e</sup> au mieux se trompe si elle pense parvenir à infléchir les projets communs sur des revendications combattives.

Comme si la CFDT n'était pas avant tout aux ordres du pouvoir. Comme si elle hésitait à trahir les travailleurs, y compris ses propres syndiqués ! Déjà, au nom de l'unité on nous a fait le coup au plan international : la CGT adhéra à la CES pour la tirer vers des orientations de classe et ainsi conforter le rapport de forces à l'égard du capital à l'échelle européenne. Et au final ce sont les dirigeants de la CGT qui ont évolué vers des positions d'accompagnement du capitalisme et des orientations de l'Union européenne comme on a pu le voir par exemple à l'occasion du referendum sur le Traité européen en 2005.

Pour les dirigeants de la CFDT et de la CGT, il s'agirait par ailleurs de combattre les "*populismes*". En oubliant de préciser que la référence aux populismes, terme valise promu par les classes dominantes, désigne aussi la contestation anti-capitaliste comme le NON au traité constitutionnel en 2005.

En oubliant de dire que l'espace laissé à l'extrême-droite et aux réponses de type poujadiste résulte aussi de la désertion des organisations syndicales et politiques léguées par l'histoire du mouvement social et ouvrier.

Faute d'une orientation, de décisions, d'une exigence à la mesure de la gravité de la crise du système et qui appelle à des transformations radicales et non pas à un accompagnement ou à de simples réformes de correction du système.

**Soyons clairs !**

Le rôle des dirigeants de la CFDT, promus au rang d'interlocuteurs

privilégiés (pour ne pas dire plus) du gouvernement socialiste est d'organiser le consensus du monde du travail autour des contre-réformes [2].

La recherche d'un accord avec eux donc sous contrôle de la CES et sous pilotage du pouvoir lui-même ne peut déboucher que sur une trahison des véritables aspirations et des véritables intérêts des travailleurs. Cette relance d'une alliance privilégiée avec les dirigeants de la CFDT tourne le dos à la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs.

Elle résulte de l'impasse dans laquelle se trouve le pouvoir confronté à la colère qui monte contre les effets de sa politique et de la nécessité de trouver des "*partenaires sociaux*", revendicatifs en apparence, complaisants en réalité et préférant les conciliabules de salon à l'organisation de l'action et à la coordination des luttes.

Il importe donc d'empêcher ce rapprochement sur de telles bases, sans illusion sur les effets d'une unité de sommet. Au contraire, il est urgent de s'appuyer sur les mobilisations qui montent partout, sur les critiques ouvertes de l'inaction confédérale et d'en appeler à l'intervention des bases militantes pour que l'unité se forge dans les luttes de résistance et l'organisation d'une authentique contre-offensive populaire.

La responsabilité du CCN de la CGT est également engagée.

En 2005, face à la désertion de la direction confédérale cédant aux injonctions de la CES et refusant d'appeler à voter NON au Traité constitutionnel, le CCN avait su se dresser contre une telle décision.

Et en 2013 ?

Le Front Syndical de Classe,

2 décembre 2013

---

[1] Au point que les représentants de la CFDT à ce congrès devaient dissimuler leur appartenance pour échapper aux accusations.

[2] poursuivies/aggravées par Hollande et Ayrault (flexibilité des travailleurs, réforme des retraites, réforme fiscale

<http://www.legrandsoir.info/syndicalisme-rassemble-ou-syndicalisme-de-lutte.html>